

En raison des fêtes de fin d'année, les Landes Républicaines suspendent leur parution. Rendez-vous le 8 Janvier 2026 avec le numéro 2534.

La rédaction des Landes Républicaines et la Fédération des Landes du PCF vous souhaitent de belles fêtes, une bonne santé et une année 2026 porteuse d'espoirs pour tous !

RÉPUBLICAINES LES LANDES

HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION LANDAISE DU P.C.F.

S.A.R.L. « LES LANDES RÉPUBLICAINES »

7 rue Frédéric Bastiat – BP34

40001 MT DE MARSAN Cedex Tél. 05.58.46.41.41

Directeur de la publication : Alain BACHE

e-mail : landes.rep@wanadoo.fr Site : <http://pcf40.free.fr>

Abonnement annuel 30€

Imprimé : L.R. MONT-DE-MARSAN

C.P.N° 0728P11523– N° 2533 – Jeudi 18 décembre 2025

Face à la dermatose nodulaire contagieuse (DNC), les communistes refusent l'abattage total et promeuvent un grand service public vétérinaire

Cinq mois après l'apparition du premier cas de DNC en Savoie, 110 foyers détectés dans 10 départements et plus de 3 000 bovins abattus, l'Etat ne peut rester sourd aux revendications des éleveurs. Si les mesures d'abattage total auraient pu se justifier au début de l'épidémie, elles s'avèrent aujourd'hui non seulement inefficaces mais aussi dangereuses socialement et économiquement pour de nombreuses exploitations familiales et pour les territoires dans lesquels elles s'inscrivent. Cette politique sanitaire ne tient pas compte du travail de sélection génétique effectué depuis des décennies - voire des générations - par les éleveurs. Un troupeau n'est pas un moyen de production comme un autre. Difficilement substituable car non standardisé, il est issu de longues années de relations de travail entre éleveurs et animaux, d'où une forte attache émotionnelle.

C'est pourquoi le Parti communiste français s'oppose aujourd'hui à l'abattage total et systématique des troupeaux infectés. Il demande au gouvernement de mettre en œuvre une stratégie sanitaire hybride, proportionnée et fondée sur un solide socle scientifique. Cette politique doit reposer sur la vaccination, l'abattage sélectif, la mise en quarantaine et le suivi sanitaire des troupeaux comme le propose une intersyndicale agricole inédite qui doit être écoutée.

Sans nier la dangerosité de la maladie ni se substituer à l'expertise vétérinaire, les problèmes soulevés par cette énième crise sanitaire sont éminemment politiques. Un animal reste un être sensible et le sujet soulève d'importantes questions de condition animale. Le PCF dénonce une stratégie gouvernementale guidée par les seuls intérêts commerciaux de la France et soumises aux injonctions libérales de l'Union Européenne. Face aux conséquences désastreuses de l'abattage total pour les éleveurs concernés mais aussi pour l'ensemble de notre

agriculture et de territoires ruraux déjà en grande difficulté, le maintien du statut « indemne » de DNC du territoire français ne peut être le seul critère à prendre en compte pour élaborer une stratégie de lutte à la hauteur des enjeux. Ce point est d'autant plus important quand on sait que la DNC ne présente aucun risque pour la santé humaine et que le taux de mortalité des animaux est inférieur à 10%. En ce sens, le Parti communiste français exige des stratégies de défense sanitaire détachées des intérêts du capital pour répondre en premier lieu aux besoins des populations et de celles et ceux qui travaillent.

Les communistes défendent également la mise en œuvre de mesures préventives, notamment la généralisation de la vaccination du cheptel, et exigent :

- un assouplissement de la réglementation sanitaire européenne empêchant d'exporter un animal vacciné contre la DNC pendant 14 mois et la négociation d'accords de coopération entre Etats, à l'image des accords passés avec la Suisse et l'Italie qui acceptent, sous conditions, d'importer des bovins issus de zones vaccinales françaises ;
- la mise en place d'un grand service public vétérinaire, visant à sécuriser les chaînes de fabrication et de distribution de vaccins pour les animaux d'élevage. Constitué d'un pôle public de la santé animale (à l'instar du pôle public du médicament que le PCF appelle de ses vœux), et en lien avec les Groupements de défense sanitaire (GDS) et les vétérinaires, il garantirait la juste répartition des vaccins entre les éleveurs ;
- l'intégration des aspects sanitaires dans le régime public d'assurance et de gestion des risques que le PCF promeut, à l'image de la proposition de loi déposée par le groupe GDR à l'initiative d'André Chassaigne en 2020.

Brandt liquidé : face à un naufrage industriel organisé, prenons en main la production du pays !

La décision du tribunal des activités économiques de Nanterre de prononcer la liquidation judiciaire de Brandt, dernier fabricant de gros électroménager en France, est un séisme industriel et humain. Plus de 700 salariés, à Saint-Jean-de-la-Ruelle, Vendôme et en Île-de-France, apprennent aujourd'hui qu'ils seront licenciés au 1^{er} janvier. Ce choix marque une défaite de plus pour la France industrielle – mais surtout, il révèle l'impasse structurelle de décennies de politiques de désindustrialisation.

Le PCF tient d'abord à exprimer toute sa solidarité aux salarié·es et à leurs familles. Nous saluons le courage et la détermination des travailleurs et travailleuses qui ont porté un projet de SCOP ambitieux, capable de sauver une grande partie des emplois et de préserver les deux sites de production. Le rejet de ce projet est incompréhensible et inacceptable.

Brandt est un symbole de la production dans notre pays. Brandt, c'est :

- un siècle de savoir-faire industriel français,
- 98 % de la production de cuisson réalisée en France,
- un acteur stratégique pour notre souveraineté industrielle.

La liquidation de ce fleuron montre une nouvelle fois que laisser faire le marché mène à la casse sociale et à la dépendance économique.

Il faut déclarer l'état d'urgence industrielle et construire un pacte d'avenir pour la France !

Ce drame confirme l'urgence d'un moratoire sur les plans de licenciements et des mesures fortes telles que l'interdiction à l'importation des produits interdits de production en France et des barrières techniques efficaces (concernant le bilan carbone, l'obsolescence programmée, la sécurité, la cybersécurité...).

Le PCF appelle le gouvernement à cesser de verser à chaque nouvelle annonce des larmes de crocodiles et à prendre enfin les décisions structurelles qui s'imposent.

L'heure est à reconstruire un modèle productif national fondé sur la souveraineté, l'emploi et la transition écologique.

Le PCF propose :

1. Un État stratège qui protège les capacités industrielles du pays

Le refus du tribunal de soutenir le projet de SCOP malgré les engagements financiers publics démontre les limites du cadre actuel.

- ⇒ Nous demandons une réforme immédiate des procédures de cession et de liquidation, afin que les projets porteurs d'emploi – notamment coopératifs – soient prioritaires.
- ⇒ Nous proposons la création d'un fonds d'avances de 100 milliards d'euros dès 2026, capable de prendre temporairement le contrôle d'entreprises stratégiques en difficulté pour éviter les destructions irréversibles.

2. Des droits nouveaux pour les salariés.

La SCOP Brandt aurait pu vivre. Ce sont les salariés qui détenaient le projet industriel le plus solide.

- ⇒ Le PCF revendique un droit de préemption des salariés sur leur outil de travail en cas de cession ou liquidation, avec appui financier automatique d'un pôle public bancaire.
- ⇒ Nous portons également un nouveau statut de l'entreprise, intégrant le droit d'intervention des travailleurs dans la gestion.

3. Planifier la réindustrialisation et la transition écologique.

Brandt fabriquait des biens durables, réparables, compatibles avec une politique de sobriété matérielle. Sa disparition tourne le dos à toute stratégie de transition.

- ⇒ Nous proposons une planification nationale des filières du durable et du réparable : électroménager, électronique, machines-outils, batteries, matériaux.
- ⇒ Ces filières doivent être sécurisées par la relocalisation des composants clés, soutenue par le pôle public de l'énergie et un grand plan de formation.
- ⇒ Une nouvelle politique énergétique doit permettre de multiplier par deux la production d'électricité décarbonée d'ici à 2050 et de réduire fortement les coûts de l'énergie pour nos entreprises comme pour les ménages.

4. Protéger l'emploi et les territoires.

Vendôme, Saint-Jean-de-la-Ruelle, Saint-Ouen-l'Aumône : autant de bassins de vie frappés de plein fouet.

- ⇒ Nous demandons que l'État prenne des mesures immédiates pour préserver les sites.
- ⇒ Plus largement, nous portons une sécurisation de l'emploi et de la formation, permettant à chacun de ne jamais perdre son salaire ni ses droits dans les transitions industrielles.

Le PCF appelle à un sursaut national !

La liquidation de Brandt n'est pas une fatalité économique : c'est le résultat d'un système qui préfère la concurrence au bien commun, et l'impuissance publique à la souveraineté nationale.

Le PCF sera aux côtés des salariés dans toutes les mobilisations à venir.

Nous demandons au gouvernement de réexaminer immédiatement toutes les options pour sauver l'outil industriel.

Mais surtout, nous réaffirmons que la France doit se doter d'une stratégie de réindustrialisation cohérente et planifiée, fondée sur les propositions de notre Pacte pour l'avenir de la France.

Nous pouvons et nous devons reconstruire une France qui produit, qui protège et qui planifie.■

Dans le même temps, la DNC intervient dans un contexte où le cheptel bovin français a perdu 1 million de vaches ces 8 dernières années. Le PCF refuse de laisser la décapitalisation bovine se poursuivre à ce rythme et dénonce des politiques publiques qui n'ont pas su œuvrer à rémunérer justement les éleveurs et permettre le renouvellement des générations. Pour les communistes, l'élevage durable constitue la pierre angulaire d'une nécessaire transformation agroécologique basée sur la complémentarité entre animal et végétal, le maintien des prairies permanentes et le développement d'exploitations agricoles à taille humaine s'appuyant sur un réseau dense d'outils d'abattage et de transformation de proximité. ■



Les membres de la commission nationale « agriculture » se sont réunis ce samedi 13 décembre et ont abordé la crise agricole. Ils en ont profité pour partager un moment convivial. Alain Baché pour la fédération des Landes était présent.

SOUSCRIPTION

La souscription continue !

Nous publions les derniers donateurs :

Paulette Garcia 10€ ; Anonyme 300€ ; Anne et Guy Moubèche 200€ ; Anonyme 350€ ; Anonyme 200€ ; Anonyme 1000€ ; René Deyres 150€ ; Christiane Lacaze 200€ ; Gisèle Ducos 100€ ; Pierre Darrieutort 50€ ; Eric Pouxvieilh 40€ ; Annie et Michel Belloc 30€ ; Nadine Cazenave 50€ ; Anonyme 1000€ ; Michel Sanchez 100€ ; Michel et Marcelle Cabanot 100€ ; Antoine Huici 50€ ; José Huici 50€ ; Christiane Duplé 100€ ; Alain Baché 400€ ; Michel Destenave 50€ ; Bernard Magescas 500€ ; Jean Lasserre 200€ ; Bernard Peyrezabes 120€ ; Jean-Michel Dubayle 45€ ; Daniel Biremont 100€ ; Isabelle Nogaro 1000€ ; Roland Thomas 100€ ; Robert Nabarro 100€ ; Jean Lasserre 200€ ; Bernadette et Claude Curculosse 200€ ; David Curculosse 50€ ; Anonyme 250€ ; Patrick Man 250€ ; Claudine Gaye 45€. ■

SOUSCRIPTION

Nom.....Prénom.....

ADRESSE.....

CP.....VILLE.....

Je fais un don de € au PCF

Libeller le chèque à l'ordre de :

« ADF-PCF40 »

BP34, 40001 MONT-DE-MARSAN Cedex

Conformément à la loi, un reçu ouvrant droit à une réduction d'impôt vous sera adressé (uniquement pour les dons en chèques).

STOP AUX DISCOURS, NOUS VOULONS DES ACTES !

Alors que la crise agricole touche notre département, les syndicats agricoles du Modéf et de la Confédération Paysanne ont décidé de boycotter une réunion sur la DNC organisée à la Préfecture des Landes.

Ci-dessous le communiqué de presse.

« Depuis 6 mois, la France est touchée par l'épizootie de Dermatose nodulaire contagieuse. Depuis 6 mois, l'État s'entête à faire de l'abattage total et systématique l'outil majeur de sa stratégie sanitaire avec le soutien de la FNSEA/JA.

Pourtant, les faits sont là : l'abattage total est inutile, inefficace et traumatisant.

Parce que le virus se rapproche dangereusement de notre département, Monsieur le Préfet organise une réunion sur la DNC ce lundi 15 décembre à 14h à la Préfecture.

Nous, Mouvement paysan des Landes – Modéf / Confédération paysanne, avons décidé de boycotter cette réunion pour plusieurs raisons !

- 1) Madame Genevard fera peut-être de nouvelles annonces lors de son déplacement dans le Sud-Ouest aujourd'hui. En attendant, Monsieur le Préfet n'aura malheureusement rien à nous dire de plus que de répéter le discours du Gouvernement servi déjà samedi à notre délégation lors du rassemblement devant la Préfecture.
- 2) Nos demandes sont claires depuis des semaines : nous exigeons l'arrêt immédiat des abattages totaux et systématiques ainsi que l'accès à la vaccination pour tout le pays. Tant que le Gouvernement ne daignera pas envisager de discuter de ces propositions, tant que le Gouvernement se contentera de déclarer des « zones vaccinales » sans avoir les stocks de vaccins nécessaires pour les couvrir, nous ne dialoguerons pas avec ses représentants.
- 3) Nous refusons de siéger à la même table que la FDSEA/JA et la Chambre d'agriculture qui cautionnent la politique sanitaire actuelle et renvoient les opposants à une irresponsabilité démagogique. Leur volonté de préserver l'export au détriment de l'élevage paysan met une fois de plus nos fermes en péril ainsi que la génétique de l'élevage français. Leur entêtement a coûté des milliards d'euros à l'État et a conduit à la perte de milliers de fermes avicoles pour l'IAHP. Ils recommencent avec la DNC.

ÇA SUFFIT !

Nous apportons notre soutien plein et entier à nos collègues qui ont vu ou voient encore leur troupeau entier abattu.

Nous apportons notre soutien plein et entier à nos collègues qui organisent les blocages.

La politique sanitaire de l'État doit changer. Maintenant ! ■

ABONNEMENT 2026 AU JOURNAL « LES LANDES REPUBLICAINES »

Lecteurs de toujours, lecteurs plus récents, vous recevez chaque fin de semaine le journal Les Landes Républicaines.

Ce journal est le lien landais de l'actualité politique, sociale, nationale et locale.

Chaque semaine, la rédaction s'efforce de vous informer pour vous aider à décrypter l'actualité politique et nous vous remercions de votre fidélité.

Nous considérons que notre hebdomadaire **Les Landes Républicaines** est nécessaire et utile au décryptage politique dans le débat politique et social qui existe aujourd'hui.

Comme depuis quelques années maintenant, nous souhaitons amplifier la version numérique de notre hebdomadaire.

Nous souhaitons également gagner de nouveaux lecteurs, alors n'hésitez pas à faire connaître notre hebdomadaire autour de vous, dans vos familles, vos collègues, vos amis.

Pour les lectrices et les lecteurs qui n'auraient pas de mails, nous continuerons à envoyer le journal en version papier, ainsi que pour celles et ceux qui souhaiteraient poursuivre leur abonnement par envoi postal.

Le journal *Les Landes Républicaines* accompagne les luttes, porte les colères contre les inégalités croissantes, répond au matraquage idéologique des dominants, affirme les solidarités et la fraternité.

Pour toutes ces raisons, Les Landes Républicaines doivent vivre !

Réabonnez-vous !

Et nouveaux lecteurs, abonnez-vous ! ■

BULLETIN D'ABONNEMENT 2026 Les Landes Républicaines

Nom.....Prénom.....

Adresse.....

Code Postal..... Localité.....

☐

**Je souhaite recevoir le journal
EN VERSION PAPIER**

☐

**Je souhaite recevoir le journal
EN VERSION NUMERIQUE**

Mon mail.....@.....

☐

Abonnement normal 30 €

☐

**Abonnement de soutien 40 € ; 50 € ;
..... €**

**Landes Républicaines - BP 34
40001 MONT-DE-MARSAN Cedex.
Chèque libellé à l'ordre de
« SARL Les Landes Républicaines ».**

**Abonnement jusqu'au 30 Janvier 2026
A compter de cette date et sans retour de
votre part, l'abonnement aux Landes
Républicaines sera supprimé.**

Gnacs et Chacailles

TENAILLE GUERRIERE

*Malbrough s'en va-t-en guerre,/ mironton, mironton,
mirontaine,/ ne sait quand reviendra./ Il reviendra à
Pâques/ mironton, mironton, mirontaine,/ ou à la Trinité**
(*L'expression «à Pâques ou à la Trinité» signifie «peut-être jamais»). Extrait de «Malbrough s'en va-t-en guerre» inspirée de John Churchill, premier duc de Marlborough, à la bataille de Malplaquet (frontière franco-belge) en 1709, où il fut blessé. Face aux violentes convulsions en cours du monde, on ne peut rester spectateur. Ce qui se joue contre les peuples, la paix et la sécurité humaine mondiale ne peut nous laisser indifférents. L'urgence est de décider avec les associations, les forces démocratiques, progressiste et de paix d'initiatives populaires et unitaire. Les déclarations de l'argentin Javier Milei (né le 22/10/1970 à Buenos Aires) à Davos, l'intervention du vice-président états-unien J.D. Vance (né le 02/08/1984 à Middletown) à la conférence de Munich sur la sécurité (la MSC), les buzz d'Elon Musk (né le 28/06/1971 à Pretoria) sur la planète, la tentative de règlement de la guerre en Ukraine entre Donald Trump (né le 14/06/1946 à Jamaica, Queens, New York) et Vladimir Poutine (né le 7/10/1952 à Leningrad) sans les dirigeants ukrainiens ni les responsables européens, après la volonté trumpiste d'annexer Gaza, le refus de J.D Vance de rencontrer le chancelier allemand au profit d'un entretien avec la candidate aux législatives de l'extrême droite AfD, héritière du nazisme, l'intervention guerrière du général Fabien Mandon (né le 19/10/1969 à Montmorency) en lien avec la politique d'Emmanuel Macron (né le 21/12/1977 à Amiens), sont autant d'événements cumulés qui marquent un changement d'époque. Ne baissons pas la garde et combattons les chauvinismes belliqueux et les nationalismes guerriers. La base de la contre-offensive porte sur les idéaux républicains, ceux de la Révolution de 1789, des Voltaire, Rousseau, Diderot, des penseurs européens porteurs d'une culture émancipatrice. À force d'avoir méprisé, ces valeurs humanistes, démocratiques, sociales, féministes, écologistes au profit de l'austérité budgétaire, de la concurrence libre et prétendument non faussée, les dirigeants européens n'ont que leurs gémissements à offrir. Ils tendent des bâtons pour se faire battre en s'alignant sur les dirigeants de Washington, contre le progrès social, les normes, l'État social, les immigrés. À force de se soumettre, ils sont de plus en plus humiliés. Derrière les discours de «sécurité commune», d'«armée européenne», de «boussole stratégique», de «défense commune», se trame au sein du capitalisme européen une guerre sans merci contre les industriels français. Ce que met en cause la Commission européenne, avec l'accord de l'Allemagne et de l'Italie, c'est d'imposer de force l'eupéanisation du contrôle des exportations soumis aux U.S.A alors que l'intégration du numérique et de l'intelligence artificielle avec l'industrie de défense européenne en est dépendante. L'exigence de la construction d'un front citoyen unitaire, démocratique et progressiste européen pour sortir du piège de l'alignement transatlantique et empêcher un désastre est à l'ordre du jour. Rien ne devrait détourner du patient travail de fortification, d'élargissement et d'enrichissement du Nouveau Front populaire et citoyen voulu par les électrices et électeurs de gauche depuis le mois de juillet 2024. À rebours de ces crispations, ouvrons grands nos bras et nos cœurs à tous les républicains pour convoquer avec elles et eux, dans chaque ville, rassemblements et marches pour la démocratie et la paix. Faisons barrage à la tenaille guerrière. Se bos la pats apreste la pats (si tu veux la paix, prépare la paix). ■

Roger La Mougne